

Avant-propos
LE DÉBUT DE LA FIN?

En 2020, l'Arabie Saoudite pourrait faire faillite. La nouvelle avait sonné comme un glas en octobre 2015, lorsque le FMI a rendu public son bilan régional. Elle concernait également les autres monarchies du golfe Persique, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, des pays qui ont très vite engagé des processus de consolidation budgétaire pour faire face à la chute de moitié des revenus du pétrole : autrement dit, en mettant en place une politique d'austérité.

Austérité? Un mot que les Saoud ne connaissent pas. Impossible d'appliquer une politique d'austérité, quand la seule politique pratiquée tant pour les affaires intérieures et extérieures fut celle « du portefeuille » pendant près de quatre-vingts ans. Pour s'assurer la paix sociale, l'obéissance du peuple saoudien a de tout temps été achetée par la générosité d'un État-Providence nourri à la rente pétrolière. À l'étranger, c'est également à coups de dollars issus de l'or noir que les Saoud se sont achetés des alliés. Outre la religion, l'Arabie Saoudite n'existe que par l'argent. Dans l'esprit de la dynastie qui l'a créée et qui la dirige depuis 1932, une Arabie Saoudite en faillite est donc tout simplement impensable.

Pourtant, ce scénario inimaginable il y a encore vingt ans n'est plus de la science-fiction. Si, à l'annonce de l'analyse du FMI, le royaume saoudien avait

formellement refusé de mettre en place le moindre plan d'austérité, le réalisme politique l'a vite rattrapé et contraint à réduire ses dépenses publiques. Un coup dur dans un pays habitué depuis toujours à profiter de services publics quasi gratuits. Un exemple parmi tant d'autres des nombreuses inconséquences d'une politique imprudente et des multiples défis que le pays doit affronter à très court terme.

Mais est-il seulement prêt à les surmonter ?

Bien qu'elle ait été en partie créée grâce au soutien des Britanniques au début du xx^e siècle et qu'elle soit un acteur politique et économique de premier plan dans les relations internationales, l'Arabie Saoudite reste pour les Occidentaux un pays de mystères. Mystères qui peuvent fasciner, mais qui plus généralement inquiètent. « Cité interdite » fermée à double tour, terre sacrée où est né l'islam, l'Arabie Saoudite entretient volontairement le flou : sur sa démographie, sur le nombre de membres de la famille royale, sur ses liens réels avec les organisations terroristes, sur sa politique étrangère. Elle reste globalement une inconnue qui inspire méfiance et qui est considérée comme le pays de l'*hybris*¹ par excellence : dotée d'une richesse colossale, ultrarigide sur le plan religieux, ultraconservatrice et brutale sur les plans politique et social, aventurière dans sa politique étrangère depuis l'accession au trône du roi Salmane en janvier 2015, au point de jouer les apprentis sorciers. La seule force dont elle dispose, avec laquelle le monde entier est bien obligé de composer, c'est son pétrole qui coule à flots... pour le moment.

Or, depuis juin 2014, le royaume fait précisément face à une chute des cours du brut qui endommage

1. Mot grec désignant l'acte de démesure, généralement puni par les dieux.

durablement et profondément ses finances. Avec un baril passé de 114 dollars à 37 dollars en dix-huit mois, c'est non seulement le budget saoudien, dépendant à 90 % des ventes à l'exportation des hydrocarbures, qui vacille, mais également tout l'échafaudage politique, religieux et social du royaume qui risque de s'effondrer. Sans les revenus du pétrole, l'Arabie Saoudite n'est plus rien. Comme les mirages et les sables du désert, tout dans ce pays est illusoire, mouvant, instable.

Dernière monarchie absolue au monde, fondée en 1932 par Abdelazziz al-Saoud, dit Ibn Saoud, l'Arabie Saoudite vit selon un système féodal et tribal de plus en plus incompatible avec les évolutions, rapides, du monde extérieur. Sans institutions, sans système fiscal (la TVA ne sera introduite qu'à partir de 2018), sans impôt sur le revenu, c'est la rente pétrolière seule qui assure depuis quatre-vingts ans le fonctionnement de l'État, le maintien de la paix sociale au sein du royaume, permettant ainsi d'éviter un « printemps saoudien » à Riyad quand la majeure partie du monde arabe basculait à partir de 2011. Mais, faute d'avoir accepté la modernité, et malgré le fait qu'elle ait usé de la « diplomatie du portefeuille » envers son peuple pendant des décennies, l'Arabie Saoudite se retrouve aujourd'hui confrontée en son sein à de profonds conflits sociaux et ethniques : revendications de plus en plus proactives des femmes, considérées comme des mineures à vie ; des étudiants et des jeunes diplômés, qui font face à un chômage grandissant ; d'une population dont la moitié a moins de vingt-cinq ans, qui s'ouvre au monde et qui réclame le droit de vivre et de penser librement ; des minorités religieuses opprimées, comme les chiïtes, victimes d'un apartheid d'autant plus cruel qu'il est conditionné à la peur irrationnelle que provoque l'Iran, « l'ennemi perse »

dont le retour sur la scène internationale apparaît comme une menace existentielle.

Car, dans la course au statut de grande puissance régionale et de leader du monde musulman, l'Iran et l'Arabie Saoudite s'affrontent depuis 1979, tant sur les plans économique et pétrolier que sur les plans idéologique et religieux. Une rivalité qui peut aussi se jouer par procuration, les deux pays multipliant les « *proxy wars* » dans tout le Moyen-Orient pour saper leurs intérêts respectifs, comme en témoigne l'engagement saoudien au Yémen avec l'opération « Tempête décisive » en 2015. Une guerre dans laquelle l'Arabie Saoudite se ruine et perd chaque jour un peu plus de crédibilité, tant ses décisions paraissent irréfléchies et dangereuses, preuve d'une certaine fébrilité et de sa dépendance vis-à-vis de ses protecteurs et alliés, à commencer par les Occidentaux.

Or, depuis une quinzaine d'années, la découverte progressive de la liaison dangereuse que l'Arabie Saoudite entretient avec le terrorisme salafiste l'a grandement fragilisée sur la scène internationale, y compris aux yeux des États-Unis, soutien pourtant solide depuis 1945. « Pétrole contre protection », tel était le socle de l'alliance entre les deux pays. Mais, depuis que les Américains ont acquis, pour la première fois de leur jeune histoire, l'autonomie énergétique grâce à la fracturation hydraulique et à l'exploitation des huiles de schiste, le pétrole saoudien s'en trouve bien moins séduisant... et les États-Unis s'autorisent à remettre en cause le pacte de Quincy¹ et à demander des comptes. Aujourd'hui, le torchon brûle.

1. Le pacte de Quincy désigne la rencontre entre Ibn Saoud et Franklin D. Roosevelt le 14 février 1945, à bord du croiseur *USS Quincy*, durant laquelle les deux dirigeants auraient posé les bases de l'alliance américano-saoudienne.

En réalité, il a pris feu le 11 septembre 2001, lorsque le monde apprenait que quinze des dix-neuf kamikazes des attentats étaient saoudiens. Le voile se déchirait sur un pays qui, depuis cinquante ans, finance à travers le monde l'exportation d'une idéologie totalitaire (le wahhabisme), nie les droits de sa population et lui apprend à détester l'étranger, le non-musulman, la femme, le passé (d'où la hargne avec laquelle les Saoudiens bombardent les sites historiques du Yémen) et les arts, nie en tant qu'État toute implication dans le financement des groupuscules terroristes les plus dangereux – sans empêcher pour autant les membres les plus riches de sa « société civile » de le faire à titre personnel –, alimente une guerre ethno-confessionnelle entre sunnites et chiïtes qui met le Moyen-Orient à feu et à sang depuis plus de trente ans dans le seul but d'affaiblir l'Iran, tout en réclamant la protection des Occidentaux en général et des Américains en particulier.

Pompier pyromane ayant avant tout voué son existence à la diffusion du wahhabisme, le royaume saoudien non seulement a allumé des feux qu'il est incapable d'éteindre et engendré des monstres tels que Daesh, qui se retournent aujourd'hui contre leur créateur, mais il a de surcroît contribué à transformer les cultures religieuses des pays musulmans sunnites du monde entier et à stériliser le débat au sein de l'islam, afin d'imposer son idéologie comme seule version possible de la dernière religion révélée. De tout cela les Occidentaux et les pays arabes sont conscients. Ils n'en veulent plus et le font savoir, en isolant de plus en plus le royaume.

Et, alors qu'une telle accumulation de problématiques nécessiterait une gouvernance forte, la maison des Saoud, aux commandes du pays depuis sa création et lui ayant

donné son nom, est la proie d'une querelle intestine entre les deux princes héritiers du roi Salmane, un neveu de cinquante-quatre ans, conservateur, et un jeune fils de trente-deux ans impulsif et à la compétence discutable. Si le roi, qui a plus de quatre-vingts ans, venait à mourir subitement, cette division pourrait dégénérer en véritable « guerre des chefs », particulièrement meurtrière pour la maison des Saoud et dangereuse pour la stabilité du pays. D'autant que la question se pose désormais de savoir si un monde et un Moyen-Orient débarrassés des Saoud et de leur politique ne seraient pas un monde et un Moyen-Orient plus sûrs.

Ce n'est pas la première fois, depuis une quinzaine d'années au moins, que l'on prédit la chute des Saoud. Qu'est-ce qui permet de penser, cette fois, que leur dernière heure approche ? Avant tout, l'accumulation de problématiques internes et externes. Confrontée, à ses propres portes et sur son territoire, à la menace terroriste que constitue Daesh, inquiète du refroidissement des États-Unis qui ont regardé, ces deux dernières années, de plus en plus du côté de l'Iran (le fameux « *Tilt towards Iran* »), promue à une montée en puissance économique et politique au Moyen-Orient dans les années à venir, fragilisée sur le plan intérieur par les envies de liberté d'un peuple qui ne peut s'exprimer librement que sur les réseaux sociaux, par les guerres intestines de la dynastie régnante, sur le plan extérieur par son engagement hasardeux (et c'est un euphémisme) au Yémen, confrontée enfin à l'impérieuse nécessité d'engager des réformes structurelles dont dépend sa survie, l'Arabie Saoudite n'a jamais paru plus vulnérable et se trouve au bord d'un précipice. Trop de défis, trop de remises en cause de sa propre identité. Pour perdurer, il faudrait qu'elle s'adapte enfin au monde

extérieur. Mais, conservatrice à plusieurs niveaux, elle a toujours préféré le maintien de la situation en place, plutôt que l'évolution et le changement. « Tout changer pour que rien ne change¹ », disait Lampedusa. Mais un pays, comme un être vivant, qui n'évolue pas, qui ne s'adapte pas, est condamné à disparaître. Ce principe darwinien s'est toujours vérifié.

1. « *Se vogliamo che tutto rimanga come'è, bisogna che tutto cambi!* » (Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*).

1

UNE MONARCHIE D'UN AUTRE TEMPS

« Le sort de l'émir de Riyad était scellé : pour que les plaies des al-Saoud guérissent, il fallait qu'il meure. [...] Lorsqu'il apparut, nous frappâmes, comme un lion saisit sa proie.

Les portes de la ville furent ouvertes, et le reste de nos compagnons entrèrent. [...]

Ce jour-là, al-Saoud rentra chez lui.

Lorsque je regarde en arrière, je vois que la prise de Riyad n'était que le premier pas sur un chemin long et difficile.

Après bien des batailles, j'ai mis tout mon cœur à construire une nation, en roi dévoué, fier et fort, avec la justice comme épée et la foi comme bouclier, sur la terre où le message de Dieu fut révélé aux hommes¹. »

En 1998, un poème épique, dont nous avons choisi cet extrait, fut écrit en préparation des cérémonies du centenaire de la reconquête de Riyad en 1902 par Abdelazziz ben Abderrahmane al-Saoud, dit Ibn Saoud (1876 ou 1880-1953), premier roi de l'Arabie Saoudite moderne. Sa famille avait perdu la ville une vingtaine d'années

1. Source : King Saud Information Resource (www.ibnsaud.info/main/2007.htm).

plus tôt. Et c'est le fondateur de la dynastie actuelle qui s'exprime, à la première personne, comme un patriarche contant ses glorieux souvenirs de jeunesse à ses enfants, compagnons et sujets. L'épopée imite parfaitement les récits d'exploits que les bédouins aimaient à se raconter sous les tentes. Un acte de propagande, certes, mais qui a le mérite de montrer les ressorts de la psyché saoudienne, empreints d'un certain sens du romanesque, d'une forte idéalisation du passé, et la façon dont le pouvoir de Riyad souhaitait que les Saoudiens considèrent leur pays et leur roi.

Protégée par une opacité que les sables du désert seuls ne peuvent expliquer, la création de l'Arabie Saoudite peut apparaître comme épique, presque mythique, menée sous l'égide d'un guerrier de la foi, à l'image du Prophète. Un pays mystérieux, gouverné par une famille toute-puissante qui prétend détenir sa légitimité de Dieu, dont l'unique loi est un livre sacré, le Coran. À bien des égards, un pays unique, l'une des dernières théocraties au monde.

Pourtant, les al-Saoud ne descendent pas du Prophète, comme les Hachémites de Jordanie ou les Alaouites du Maroc. Malgré cela, ils jouissent d'un certain prestige dans le monde musulman, car les villes saintes, La Mecque et Médine, se trouvent sur leur territoire. Cet indéniable atout, outre la manne financière qu'il représente (le *Hajj*, le pèlerinage à La Mecque, représente près de 5 milliards d'euros de bénéfiques par an pour le royaume saoudien), permet aux rois qui se sont succédé depuis Ibn Saoud de revendiquer le titre de leaders du monde musulman et de se donner la légitimité dont ils ont besoin.

Car si la maison des Saoud a réussi à prendre le pouvoir et à unifier les tribus de la péninsule Arabique,

ce n'est pas tant en raison de ses compétences en matière de gouvernement ou de son hérédité... et ce n'est pas seulement grâce aux qualités militaires d'Ibn Saoud. Les Britanniques ont été pour beaucoup dans le succès de sa conquête de l'Arabie – les historiens un peu rigoureux considèrent depuis longtemps que, sans l'Occident, le royaume saoudien n'existerait pas. Au début du ^{xx}^e siècle, dans le but d'affaiblir les Ottomans, les Anglais avaient besoin d'alliés dans la péninsule Arabique. Les Hachémites, chérifs de La Mecque depuis le ^{xii}^e siècle, trop indépendants et populaires dans le monde musulman, et les Al-Rashid, alliés des Ottomans, ne constituaient pas de bons candidats à long terme. Les Saoud, simples gouverneurs du Nejd et de Riyad depuis 1902, féroces guerriers de razzia mais peu cultivés et sans aucune légitimité historique ou religieuse, âpres au gain et toujours endettés, apparaissaient comme des alliés plus malléables, donc idéaux.

Forts du soutien financier et stratégique des Britanniques, les Saoud réussirent à conquérir la majeure partie de la péninsule Arabique en quelques années. Mais, dans le monde arabe, le sang détermine votre légitimité. La généalogie de tel ou tel clan, son affiliation religieuse, le nombre de personnes qui le composent et de fidèles qui le suivent sont des critères essentiels pour être reconnu et respecté. Qui prétend détenir la plus noble des fonctions, le califat, doit descendre des Qoreish, la tribu de Muhammad. Or, ce n'est pas le cas des Saoud, dont les origines les rattachent à la tribu, plus modeste, de Hanifa. Ironiquement, celle-ci était chrétienne avant la conquête de Muhammad au ^{vii}^e siècle. En somme, ce sont des roturiers... et ils le savent. Leur légitimité est très fragile. Ils n'ont d'ailleurs jamais osé réclamer le titre de califes et se sont battus pour qu'on leur reconnaisse celui de rois.